

CANADA LANDS COMPANY LIMITED

PRIVACY ACT **ANNUAL REPORT** **FOR REPORTING PERIOD OF** **APRIL 1, 2023 TO MARCH 31, 2024**

Introduction

The *Privacy Act* came into force in 1983. It gives Canadian citizens and people present in Canada the right to have access to information that is held about them by the federal government. It also protects unauthorized disclosure of that personal information. In addition, it strictly controls how the government will collect, use, store, disclose and dispose of any personal information.

In accordance with the provisions of section 72, Canada Lands Company Limited (CLCL) has prepared its annual report on the administration of this act and the annual report will be tabled in Parliament.

During the reporting period, CLCL did not enter into any service agreements.

Mandate of Canada Lands Company Limited

CLCL is a self-financing federal Crown corporation reporting to the Parliament of Canada through the Minister of Public Services and Procurement. It is a *Canada Business Corporations Act* corporation listed in Schedule III, Part 1 of the *Financial Administration Act* and is an agent of Her Majesty. The company has three wholly-owned active subsidiaries: (i) Canada Lands Company CLC Limited (CLC), a non-agent Crown corporation, which carries out the core real estate business, owns and manages Canada's National Tower (the CN Tower), and is active in 16 municipalities across

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

LOI SUR LA PROTECTION DES ***RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*** **RAPPORT ANNUEL** **POUR LA PÉRIODE DU** **1^{er} AVRIL 2023 AU 31 MARS 2024**

Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* est entrée en vigueur en 1983. Elle garantit aux citoyens canadiens et aux personnes qui se trouvent au Canada l'accès à l'information à leur sujet qui est détenue par le gouvernement fédéral. La Loi les protège également de la divulgation non autorisée de ces renseignements personnels. De plus, elle place des contrôles très stricts sur la façon dont le gouvernement peut recueillir, utiliser, entreposer et divulguer des renseignements personnels, et sur la façon dont il peut en disposer.

Conformément aux dispositions de l'article 72, la Société immobilière du Canada limitée (SICL) a préparé son rapport annuel sur l'administration de cette loi et le rapport annuel sera déposé au Parlement.

Au cours de la période de référence, la SICL n'a conclu aucune entente de service.

Mandat de la Société immobilière du Canada limitée

La SICL est une société d'État fédérale autofinancée qui présente ses résultats au Parlement du Canada par l'entremise du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La SICL est assujettie à la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et incluse dans la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* à titre de société d'état mandataire de Sa Majesté. Elle compte trois filiales actives en propriété exclusive : (i) la Société immobilière du Canada CLC limitée (SIC), société d'État non mandataire et principale filiale immobilière, qui détient et

Canada; (ii) Old Port of Montréal Corporation Inc., an agent Crown corporation, which is responsible for redeveloping the Old Port of Montréal; and (iii) Parc Downsview Park Inc., an agent Crown corporation, which was incorporated in 1998 to manage and develop the former Canadian Forces Base Toronto lands as Downsview Park.

CLCL optimizes the financial and community value obtained from strategic properties no longer required for program purposes by the Government of Canada. It works through its CLC subsidiary to purchase properties at fair market value, then retains and manages, or improves and sells them, in order to produce the best possible benefit for both local communities and the company's sole shareholder, the Government of Canada.

Activities Regarding the *Privacy Act*

All responsibilities regarding the administration of the *Privacy Act* rest upon the Corporate Secretary who reports directly to the President and Chief Executive Officer. The latter is the head of the government institution for the purpose of the Act and he delegated all his powers under the Act to the Corporate Secretary. A copy of the delegation order is enclosed at the end of this report.

A law clerk is assisting the Corporate Secretary in managing privacy activities.

gère la Tour nationale du Canada (Tour CN), et qui exerce ses activités dans 16 municipalités de toutes les régions du Canada; (ii) la Société du Vieux-Port de Montréal inc., société d'État mandataire chargée de réaménager le Vieux-Port de Montréal; et (iii) Parc Downsview Park inc., société d'État mandataire constituée en 1998 pour gérer et aménager l'ancienne base des Forces canadiennes Toronto pour en faire le parc Downsview.

La SICL optimise la valeur financière et communautaire de biens immobiliers stratégiques dont le gouvernement du Canada n'a plus besoin pour ses programmes. Par le biais de sa filiale, la SIC, l'entreprise achète des biens immobiliers à leur juste valeur marchande, les détient et les gère, ou les améliore et les vend afin de tirer le meilleur bénéfice possible tant pour les collectivités locales que pour son actionnaire, le gouvernement du Canada.

Activités relatives à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Toutes les responsabilités liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* incombent au Secrétaire général de la SICL qui relève directement du Président et directeur général de la Société. Ce dernier, étant responsable de l'institution fédérale aux fins de la Loi, lui a délégué tous les pouvoirs que confère la Loi. Une copie du décret de délégation de pouvoirs est jointe à ce rapport.

Une parajuriste assiste le Secrétaire général dans la protection des renseignements personnels.

Statistical Report

CLCL received one (1) request during the reporting period. The request was completed within the reporting period and no records were in existence

Numbers are on par with previous reporting periods.

For the reporting period, CLCL did not receive consultation requests from other Government of Canada institutions and organizations.

Privacy Act Training

No *Privacy Act* training was undertaken during the reporting period.

Institution-specific Privacy Policies

CLCL did not develop any new or revised privacy policies or procedures during the reporting period.

Privacy Impact Assessments

CLCL conducted no privacy impact assessments or preliminary privacy impact assessments during the 2023-24 period and no privacy impact assessments were provided to the Office of the Privacy Commissioner of Canada.

Data Matching and Data Sharing Activities

CLCL did not undertake any of these activities during the reporting period.

Rapport statistique

La SICL a reçu une (1) demande durant la période de déclaration. La demande a été complétée durant la période de déclaration et aucune documentation n'était existante.

Les chiffres sont équivalents aux périodes précédentes.

Au cours de la période visée par le présent rapport, la SICL n'a pas reçu de demande de consultation provenant d'autres institutions et organisations du gouvernement du Canada.

Des activités d'éducation et de formation en matière de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Aucune activité d'éducation et de formation en matière de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* n'a été entreprise au cours de la période visée.

Politiques et procédures institutionnelles

La SICL n'a pas élaboré ou révisé de nouvelle politique ou procédure relativement à la protection de la vie privée au cours de la période en question.

Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

La SICL n'a conduit aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée ou des évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée au cours de la période 2023-24 et aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée n'a été fournie au Commissariat à la protection de la vie privée.

Activités de couplages et d'échanges de données

La SICL n'a entrepris aucune activité d'appariement et de partage de données durant la période visée par le rapport.

Education and Awareness

No sessions regarding the Act were given during the reporting period.

Disclosure of Personal Information

During the reporting period, CLCL has not disclosed any personal information to third parties in accordance with paragraphs 8(2)(e), (f), (g) and (m) of the Act.

Online Request Service

CLCL participates in the Treasury Board Secretariat Online Request Service.

During the reporting period, no privacy requests were received through the online management system.

Complaints and Appeals

No complaints were filed with the Privacy Commissioner and no appeals were filed with the Federal Court during the reporting period.

Monitoring the Time to Process Requests

CLCL did not conduct any monitoring of the time to process privacy requests and requests for the correction of personal information during the reporting period.

Material Privacy Breaches

No material privacy breach occurred during the reporting period.

Disclosures made pursuant to Paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act*

No disclosures were made under paragraph 8(2)(m) of the *Privacy Act* during the reporting period.

Éducation et sensibilisation

Aucune session au sujet de la Loi n'a été donnée durant la période de rapport.

Divulgence de renseignements personnels

Au cours de la période visée, SICL n'a révélé aucune information personnelle aux tiers selon les alinéas 8 (2) (e), (f), (g) et (m) de la Loi.

Service de demande en ligne

La SICL participe au service de demande en ligne du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Au cours de la période de référence, aucune demande n'a été reçue via le système de gestion en ligne.

Plaintes et recours judiciaires

Aucune plainte n'a été déposée auprès du Commissaire à la protection de la vie privée et aucun appel n'a été interjeté à la Cour fédérale au cours de la période de référence.

Suivi du Temps Requis pour Traiter les Demandes

Aucun suivi du temps requis pour traiter les demandes d'accès à des renseignements personnels et des demandes de correction de renseignements personnels n'a été effectué au cours de la période d'établissement de rapports.

Cas d'Atteinte Substantielle

Aucun cas d'atteinte substantielle à la vie privée n'a eu lieu au cours de la période en question.

Divulgations faites en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Aucune divulgation n'a été effectuée en vertu de l'alinéa 8(2)(m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* au cours de la période en question.

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

Arrêté sur la délégation en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *protection des renseignements personnels*

The President and Chief Executive Officer of Canada Lands Company Limited, pursuant to Section 95(1) of the *Access to Information Act* and Section 73 of the *Privacy Act*, hereby designates the person holding the position set out in the schedule hereto, or the person occupying on an acting basis the position, to exercise the powers and functions of the President and Chief Executive Officer as the head of Canada Lands Company Limited, under the provisions of the *Access to Information Act* and *Privacy Act* and related regulations set out in the schedule. This designation replaces all previous delegation orders.

En vertu de l'article 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information* et en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président-directeur général de la Société immobilière du Canada limitée désigne par les présentes le titulaire du poste mentionné à l'annexe ci-après, ou la personne occupant à titre intérimaire ledit poste, afin d'exercer les pouvoirs et fonctions du président-directeur général à titre de chef de la Société immobilière du Canada limitée en vertu des articles de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et les règlements connexes énoncés à l'annexe. Cette désignation remplace tout décret de délégation antérieur.

Position/Poste	<i>Access to Information Act and Regulations / Loi sur l'accès à l'information et Règlement</i>	<i>Privacy Act and Regulations / Loi sur la protection des renseignements personnels et Règlement</i>
Corporate Secretary/ Secrétaire général	Full authority / Autorité absolue	Full authority / Autorité absolue

Dated, in the City of Toronto
this 12th day of April 2023

Daté, à la ville de Toronto
en ce 12^e jour d'avril 2023



Stéphan Dery

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to Section 95(1) of the
Access to Information Act
Canada Lands Company Limited

Section	Description	Corporate Secretary
4(2.1)	Responsibility of government institutions	X
7(a)	Notice when access requested	X
7(b)	Giving access to record	X
8(1)	Transfer of request to another government institution	X
9	Extension of time limits	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Additional fees	X
12(2)(b)	Language of access	X
12(3)(b)	Access in an alternative format	X
13	Exemption - Information obtained in confidence	X
14	Exemption - Federal-provincial affairs	X
15	Exemption - International affairs and defence	X
16	Exemption - Law enforcement and investigations	X
16.5	Exemption - <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
17	Exemption - Safety of individuals	X
18	Exemption - Economic interests of Canada	X
18.1	Exemption - Economic interest of the Canada Post Corporation, Export Development Canada, the Public Sector Pension Investment Board and VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exemption - Personal information	X
20	Exemption - Third-party information	X
21	Exemption - Operations of Government	X
22	Exemption - Testing procedures, tests and audits	X
22.1	Exemption - Audit working papers and draft audit reports	X
23	Exemption - Solicitor-client privilege	X
24	Exemption - Statutory prohibitions	X
25	Severability	X
26	Exception - Information to be published	X
27(1), (4)	Third-party notification	X

Section	Description	Corporate Secretary
28(1)(b), (2), (4)	Third-party notification	X
29(1)	Where the Information Commissioner recommends disclosure	X
33	Advising Information Commissioner of third-party involvement	X
35(2)(b)	Right to make representations	X
37(4)	Access to be given to complainant	X
43(1)	Notice to third party (application to Federal Court for review)	X
44(2)	Notice to applicant (application to Federal Court by third party)	X
52(2)(b), (3)	Special rules for hearings	X
71(1)	Facilities for inspection of manuals	X
72	Annual report to Parliament	X
Access to Information Regulations		X
6(1)	Transfer of Request	X
7 (2)	Search and preparation fees	X
7 (3)	Production and programming fees	X
8	Providing access to records	X
8.1	Limitations in respect of format	X

Delegation of powers, duties and functions delegated pursuant to Section 73 of the
Privacy Act
Canada Lands Company Limited

Section	Description	Corporate Secretary
8(2)(j)	Disclosure for research purposes	X
8(2)(m)	Disclosure in the public interest or in the interest of the individual	X
8(4)	Copies of requests under 8(2)(e) to be retained	X
8(5)	Notice of disclosure under 8(2)(m)	X
9(1)	Record of disclosures to be retained	X
9(4)	Consistent uses	X
10	Personal information to be included in personal information banks	X
14	Notice where access requested	X
15	Extension of time limits	X
17(2)(b)	Language of access	X
17(3)(b)	Access to personal information in alternative format	X
18(2)	Exemption (exempt bank) - Disclosure may be refused	X
19(1)	Exemption - Personal information obtained in confidence	X
19(2)	Exemption - Where authorized to disclose	X
20	Exemption - Federal-provincial affairs	X
21	Exemption - International affairs and defence	X
22	Exemption - Law enforcement and investigation	X
22.3	Exemption - <i>Public Servants Disclosure Protection Act</i>	X
23	Exemption - Security clearances	X
24	Exemption - Individuals sentenced for an offence	X
25	Exemption - Safety of individuals	X
26	Exemption - Information about another individual	X
27	Exemption - Solicitor-client privilege	X
28	Exemption - Medical record	X
31	Notice of intention to investigate	X
33(2)	Right to make representation	X

Section	Description	Corporate Secretary
35(1)	Findings and recommendations of Privacy Commissioner (complaints)	X
35(4)	Access to be given	X
36(3)	Report of findings and recommendations (exempt banks)	X
37(3)	Report of findings and recommendations (compliance review)	X
51(2)(b)	Special rules for hearings	X
51(3)	<i>Ex parte</i> representations	X
72(1)	Report to Parliament	X
Privacy Regulations		X
9	Reasonable facilities and time provided to examine personal information	X
11(2)	Notification that correction to personal information has been made	X
11(4)	Notification that correction to personal information has been refused	X
13(1)	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a qualified medical practitioner or psychologist for an opinion on whether to release information to the requestor	X
14	Disclosure of personal information relating to physical or mental health may be made to a requestor in the presence of a qualified medical practitioner or psychologist	X

Délégation de pouvoirs, de devoirs et fonctions en vertu de l'article 95(1) de la
Loi sur l'accès à l'information
Société immobilière du Canada limitée

Article	Description	Secrétaire général
4(2.1)	Responsable de l'institution fédérale	X
7a)	Notification	X
7b)	Communication du document	X
8(1)	Transmission de la demande à une autre institution fédérale	X
9	Prorogation du délai	X
11(2), (3), (4), (5), (6)	Droits supplémentaires	X
12(2)b)	Version de la communication	X
12(3)b)	Communication sur support de substitution	X
13	Exception – Renseignements obtenus à titre confidentiel	X
14	Exception – Affaires fédéro-provinciales	X
15	Exception – Affaires internationales et défense	X
16	Exception – Enquêtes	X
16.5	Exception – <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	X
17	Exception – Sécurité des individus	X
18	Exception – Intérêts économiques du Canada	X
18.1	Exception – Intérêts économiques de la Société canadienne des postes, d'Exportation et développement Canada, de l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public et de VIA Rail Canada Inc.	X
19	Exception – Renseignements personnels	X
20	Exception – Renseignements de tiers	X
21	Exception – Activités du gouvernement	X
22	Exception – Examens et vérifications	X
22.1	Exception – Documents de travail se rapportant à la vérification et rapports préliminaires d'une vérification	X
23	Exception – Secret professionnel de l'avocat	X
24	Exception – Interdictions fondées sur d'autres lois	X
25	Prélèvements	X
26	Exception – Publication de communications	X
27(1), (4)	Avis aux tiers	X

Article	Description	Secrétaire général
28(1)b), (2), (4)	Avis aux tiers	X
29(1)	Lorsque le Commissaire à l'information recommande la communication	X
33	Informers le Commissaire à l'information de l'implication d'un tiers	X
35(2)b)	Droit de présenter des observations	X
37(4)	Communication accordée au plaignant	X
43(1)	Avis aux tiers (exercice devant la Cour fédérale d'un recours en révision)	X
44(2)	Avis à la personne qui a exercé le recours (exercice devant la Cour fédérale d'un recours par un tiers)	X
52(2)b), (3)	Règles spéciales	X
71(1)	Installations pour l'inspection des manuels	X
72	Rapport annuel au Parlement	X
Règlement sur l'accès à l'information		X
6(1)	Transmission de la demande	X
7 (2)	Frais de recherche et de préparation	X
7 (3)	Frais de production et de programmation	X
8	Accès aux documents	X
8.1	Restrictions applicables au support	X

Délégation de pouvoirs et fonctions en vertu de l'article 73 de la
Loi sur la protection des renseignements personnels
Société immobilière du Canada limitée

Article	Description	Secrétaire général
8(2)j)	Communication pour des travaux de recherche	X
8(2)m)	Communication pour des raisons d'intérêt public ou de l'intérêt de l'individu	X
8(4)	Conservation des copies des demandes faites en vertu de l'al. 8(2)e)	X
8(5)	Avis de communication dans le cas de l'al. 8(2)m)	X
9(1)	Conservation des relevés	X
9(4)	Usages compatibles	X
10	Renseignements personnels versés dans les fichiers de renseignements personnels	X
14	Notification	X
15	Prorogation du délai	X
17(2)b)	Version de la communication	X
17(3)b)	Accès aux renseignements personnels sur support de substitution	X
18(2)	Exception (fichiers inconsultables) – La communication peut être refusée	X
19(1)	Exception – Renseignements personnels obtenus à titre confidentiel	X
19(2)	Exception – Cas où la divulgation est autorisée	X
20	Exception – Affaires fédéro-provinciales	X
21	Exception – Affaires internationales et défense	X
22	Exception – Enquêtes	X
22.3	Exception – <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	X
23	Exception – Enquêtes de sécurité	X
24	Exception – Individus condamnés pour une infraction	X
25	Exception – Sécurité des individus	X
26	Exception – Renseignements concernant un autre individu	X
27	Exception – Secret professionnel de l'avocat	X
28	Exception – Dossiers médicaux	X
31	Avis d'enquête	X
33(2)	Droit de présenter des observations	X

Article	Description	Secrétaire général
35(1)	Conclusions et recommandations du Commissaire à la protection de la vie privée (plaintes)	X
35(4)	Communication accordée	X
36(3)	Rapport de conclusions et recommandations (fichiers inconsultables)	X
37(3)	Rapport de conclusions et de recommandations (contrôle d'application)	X
51(2)b)	Règles spéciales	X
51(3)	Présentation d'arguments en l'absence d'une partie	X
72(1)	Rapport au Parlement	X
Règlement sur la protection des renseignements personnels		X
9	Installations et délais raisonnables prévus pour consulter des renseignements personnels	X
11(2)	Avis de corrections apportées aux renseignements personnels	X
11(4)	Avis de refus de la demande correction des renseignements personnels	X
13(1)	La communication de renseignements personnels concernant l'état physique ou mental peut être faite à un médecin ou à un psychologue en situation légale d'exercice, afin que celui-ci puisse donner son avis quant à la communication de ces renseignements au demandeur	X
14	La communication de renseignements personnels concernant l'état physique ou mental peut être faite à un demandeur en la présence d'un médecin ou d'un psychologue en situation légale d'exercice	X



Statistical Report on the *Privacy Act*

Name of institution: Canada Lands Company Limited

Reporting period: 2023-04-01 to 2024-03-31

Section 1: Requests Under the *Privacy Act*

1.1 Number of requests received

		Number of Requests
Received during reporting period		1
Outstanding from previous reporting periods		0
• Outstanding from previous reporting period	0	
• Outstanding from more than one reporting period	0	
Total		1
Closed during reporting period		1
Carried over to next reporting period		0
• Carried over within legislated timeline	0	
• Carried over beyond legislated timeline	0	

1.2 Channels of requests

Source	Number of Requests
Online	0
E-mail	1
Mail	0
In person	0
Phone	0
Fax	0
Total	1

2.4 Pages released informally

Less Than 100 Pages Released		100-500 Pages Released		501-1000 Pages Released		1001-5000 Pages Released		More Than 5000 Pages Released	
Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released	Number of Requests	Pages Released
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 3: Requests Closed During the Reporting Period

3.1 Disposition and completion time

Disposition of Requests	Completion Time							Total
	0 to 15 Days	16 to 30 Days	31 to 60 Days	61 to 120 Days	121 to 180 Days	181 to 365 Days	More Than 365 Days	
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0
No records exist	0	1	0	0	0	0	0	1
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	0	0	0	0	0	1

3.2 Exemptions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
18(2)	0	22(1)(a)(i)	0	23(a)	0
19(1)(a)	0	22(1)(a)(ii)	0	23(b)	0
19(1)(b)	0	22(1)(a)(iii)	0	24(a)	0
19(1)(c)	0	22(1)(b)	0	24(b)	0
19(1)(d)	0	22(1)(c)	0	25	0
19(1)(e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)(f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Section	Number of Requests	Section	Number of Requests	Section	Number of Requests
69(1)(a)	0	70(1)	0	70(1)(d)	0
69(1)(b)	0	70(1)(a)	0	70(1)(e)	0
69.1	0	70(1)(b)	0	70(1)(f)	0
		70(1)(c)	0	70.1	0

3.4 Format of information released

Paper	Electronic				Other
	E-record	Data set	Video	Audio	
0	0	0	0	0	0

3.5 Complexity

3.5.1 Relevant pages processed and disclosed for paper, e-record and dataset formats

Number of Pages Processed	Number of Pages Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.2 Relevant pages processed per request disposition for paper, e-record and dataset formats by size of requests

Disposition	Less Than 100 Pages Processed		100-500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More Than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed	Number of Requests	Pages Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

3.5.3 Relevant minutes processed and disclosed for audio formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.4 Relevant minutes processed per request disposition for audio formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Relevant minutes processed and disclosed for video formats

Number of Minutes Processed	Number of Minutes Disclosed	Number of Requests
0	0	0

3.5.6 Relevant minutes processed per request disposition for video formats by size of requests

Disposition	Less than 60 Minutes processed		60-120 Minutes processed		More than 120 Minutes processed	
	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed	Number of requests	Minutes Processed
All disclosed	0	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0	0

Request abandoned	0	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Other complexities

Disposition	Consultation Required	Legal Advice Sought	Interwoven Information	Other	Total
All disclosed	0	0	0	0	0
Disclosed in part	0	0	0	0	0
All exempted	0	0	0	0	0
All excluded	0	0	0	0	0
Request abandoned	0	0	0	0	0
Neither confirmed nor denied	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Closed requests

3.6.1 Number of requests closed within legislated timelines

Number of requests closed within legislated timelines	1
Percentage of requests closed within legislated timelines (%)	100

3.7 Deemed refusals

3.7.1 Reasons for not meeting legislated timelines

Number of requests closed past the legislated timelines	Principal Reason			
	Interference with operations / Workload	External Consultation	Internal Consultation	Other
0	0	0	0	0

3.7.2 Request closed beyond legislated timelines (including any extension taken)

Number of days past legislated timelines	Number of requests past legislated timeline where no extension was taken	Number of requests past legislated timeline where an extension was taken	Total
1 to 15 days	0	0	0
16 to 30 days	0	0	0
31 to 60 days	0	0	0
61 to 120 days	0	0	0
121 to 180 days	0	0	0
181 to 365 days	0	0	0
More than 365 days	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Requests for translation

Translation Requests	Accepted	Refused	Total
English to French	0	0	0
French to English	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4: Disclosures Under Subsections 8(2) and 8(5)

Paragraph 8(2)(e)	Paragraph 8(2)(m)	Subsection 8(5)	Total
0	0	0	0

8.2 Requests with Privy Council Office

Number of Days	Fewer Than 100 Pages Processed		100–500 Pages Processed		501-1000 Pages Processed		1001-5000 Pages Processed		More than 5000 Pages Processed	
	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed	Number of Requests	Pages Disclosed
1 to 15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16 to 30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
31 to 60	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
61 to 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
121 to 180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
181 to 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
More than 365	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 9: Complaints and Investigations Notices Received

Section 31	Section 33	Section 35	Court action	Total
0	0	0	0	0

Section 10: Privacy Impact Assessments (PIAs) and Personal Information Banks (PIBs)

10.1 Privacy Impact Assessments

Number of PIAs completed	0
Number of PIAs modified	0

10.2 Institution-specific and Central Personal Information Banks

Personal Information Banks	Active	Created	Terminated	Modified
Institution-specific	0	0	0	0
Central	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 11: Privacy Breaches

11.1 Material Privacy Breaches reported

Number of material privacy breaches reported to TBS	0
Number of material privacy breaches reported to OPC	0

11.2 Non-Material Privacy Breaches

Number of non-material privacy breaches	0
---	---

Section 12: Resources Related to the Privacy Act

12.1 Allocated Costs

Expenditures		Amount
Salaries		\$1,000
Overtime		\$0
Goods and Services		\$0
• Professional services contracts	\$0	
• Other	\$0	
Total		\$1,000

12.2 Human Resources

Resources	Person Years Dedicated to Privacy Activities
Full-time employees	0.010
Part-time and casual employees	0.000
Regional staff	0.000
Consultants and agency personnel	0.000
Students	0.000
Total	0.010

Note: Enter values to three decimal places.



Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU CANADA LIMITÉE

Période d'établissement de rapport : 2023-04-01 au 2024-03-31

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

1.1 Nombre de demandes reçues

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		1
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		1
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		1
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	0	
• Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	0	

1.2 Mode des demandes

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	1
Poste	0

En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	1

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

		Nombre de demandes
Reçues pendant la période d'établissement de rapport		0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente		0
• En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	
• En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport	0	
Total		0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport		0
Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport		0

2.2 Mode des demandes informelles

Mode	Nombre des demandes
En ligne	0
Courriel	0
Poste	0
En personne	0
Téléphone	0
Télécopieur	0
Total	0

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

Délai de traitement

1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	Total
0	0	0	0	0	0	0	0

2.4 Pages communiquées informellement

Moins de 100 pages communiquées		De 100 à 500 pages communiquées		De 501 à 1 000 pages communiquées		De 1 001 à 5 000 pages communiquées		Plus de 5 000 pages communiquées	
Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées	Nombre de demandes	Pages communiquées
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

Disposition des demandes	Délai de traitement							Total
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 120 jours	121 à 180 jours	181 à 365 jours	Plus de 365 jours	
Communication totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0	0	0
Aucun document n'existe	0	1	0	0	0	0	0	1
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	0	1	0	0	0	0	0	1

3.2 Exceptions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
18(2)	0	22(1)a)(i)	0	23a)	0
19(1)a)	0	22(1)a)(ii)	0	23b)	0
19(1)b)	0	22(1)a)(iii)	0	24a)	0
19(1)c)	0	22(1)b)	0	24b)	0
19(1)d)	0	22(1)c)	0	25	0
19(1)e)	0	22(2)	0	26	0
19(1)f)	0	22.1	0	27	0
20	0	22.2	0	27.1	0
21	0	22.3	0	28	0
		22.4	0		

3.3 Exclusions

Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes	Article	Nombre de demandes
69(1)a)	0	70(1)	0	70(1)d)	0
69(1)b)	0	70(1)a)	0	70(1)e)	0
69.1	0	70(1)b)	0	70(1)f)	0
		70(1)c)	0	70.1	0

3.4 Format des documents communiqués

Papier	Électronique				Autres
	Document électronique	Ensemble de données	Vidéo	Audio	
0	0	0	0	0	0

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

Nombre de minutes traitées	Nombre de minutes communiquées	Nombre de demandes
0	0	0

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

Disposition	Moins de 60 minutes traitées		60-120 minutes traitées		Plus de 120 minutes traitées	
	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées	Nombre de demandes	Minutes traitées
Communication totale	0	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	0

3.5.7 Autres complexités

Disposition	Consultation requise	Avis juridique	Renseignements entremêlés	Autres	Total
Communication totale	0	0	0	0	0
Communication partielle	0	0	0	0	0
Exception totale	0	0	0	0	0
Exclusion totale	0	0	0	0	0
Demande abandonnée	0	0	0	0	0
Ni confirmée ni infirmée	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i>	1
Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%)	100

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Motif principal			
	Entrave au fonctionnement /Charge de travail	Consultation externe	Consultation interne	Autres
0	0	0	0	0

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prolongation prise)

Nombre de jours au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i>	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prolongation n'a été prise	Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prolongation a été prise	Total
1 à 15 jours	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0
31 à 60 jours	0	0	0
61 à 120 jours	0	0	0
121 à 180 jours	0	0	0
181 à 365 jours	0	0	0
Plus de 365 jours	0	0	0
Total	0	0	0

3.8 Demandes de traduction

Demandes de traduction	Acceptées	Refusées	Total
De l'anglais au français	0	0	0
Du français à l'anglais	0	0	0
Total	0	0	0

Section 4 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

Alinéa 8(2)e)	Alinéa 8(2)m)	Paragraphe 8(5)	Total
0	0	0	0

Section 5 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

Disposition des demandes de correction reçues	Nombre
Mentions annexées	0
Demandes de correction acceptées	0
Total	0

Section 6 – Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

Nombre de prorogations prises	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Trad cas de tra supp substi
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)	Externe	Interne	
0	0	0	0	0	0	0	0	0

6.2 Durée des prorogations

Durée des prorogations	15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution				15a)(ii) Consultation			15b) Trad cas de tra suppl substi
	Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions	Grand nombre de pages	Grand volume de demandes	Les documents sont difficiles à obtenir	Document confidentiels du Cabinet (article 70)	Externe	Interne	
1 à 15 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
16 à 30 jours	0	0	0	0	0	0	0	0
Plus de 31 jours								0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

Consultations	Autres institutions du gouvernement du Canada	Nombre de pages à traiter	Autres organisations	Nombre de pages à traiter
Reçues pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente	0	0	0	0
Total	0	0	0	0
Fermées pendant la période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0
Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport	0	0	0	0

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

Article 31	Article 33	Article 35	Recours judiciaire	Total
0	0	0	0	0

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Nombre d'ÉFVP terminées	0
Nombre d'ÉFVP modifiées	0

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

Fichiers de renseignements personnels	Actifs	Créés	Supprimés	Modifiés
Spécifiques à l'institution	0	0	0	0
Centraux	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

Section 11 – Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée

Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT	0
Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP	0

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles	0
---	---

Section 12 – Ressources liées à la *Loi sur la protection des renseignements personnels***12.1 Coûts répartis**

Dépenses		Montant
Salaires		\$1,000
Heures supplémentaires		\$0
Biens et services		\$0
• Contrats de services professionnels	\$0	
• Autres	\$0	
Total		\$1,000

12.2 Ressources humaines

Ressources	Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels
Employés à temps plein	0.010
Employés à temps partiel et occasionnels	0.000
Employés régionaux	0.000
Experts-conseils et personnel d'agence	0.000
Étudiants	0.000
Total	0.010

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.